

# AFP, le 30

## **Human Rights Watch accuse les groupes armés de "crimes de guerre" dans le Nord-Mali**

DAKAR — L'organisation Human Rights Watch (HRW) a accusé lundi les différents groupes armés (rebelles Touaregs, islamistes et arabes) qui contrôlent le Nord du Mali d'avoir commis de "nombreux crimes de guerre", en se livrant à des viols, des pillages et à l'enrôlement d'enfants-soldats.

La majorité des viols et pillages d'hôpitaux, écoles, églises ou bâtiments publics ont été imputés par des témoins aux rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, Touareg indépendantistes) et, dans une moindre mesure, aux miliciens arabes et au groupe islamiste armé Ansar Dine, rapporte HRW dans un communiqué.

L'ONG accuse également les islamistes d'avoir sommairement exécuté deux hommes et amputé la main d'un autre au moins, d'avoir organisé des séances de flagellations publiques et menacé des femmes et des chrétiens.

HRW dit disposer également d'"informations crédibles" sur la "détention arbitraire" et l'"exécution sommaire de Touaregs, membres des forces de sécurité et civils" par des militaires maliens.

Au cours d'une mission de dix jours à Bamako, l'organisation de défense des droits de l'homme dit avoir interrogé plus de cent victimes et témoins d'abus, pour la majorité commis à Gao, Tombouctou, Diré, Niafouké, Ansongo et à Kidal, entre la fin mars et la mi-avril.

HRW a recueilli des témoignages sur "au moins 17 viols de femmes et de fillettes, certaines âgées de 12 ans". Dans la plupart des cas, les victimes et témoins ont mis en cause des combattants touareg du MNLA.

Les témoins ont presque tous assisté à des pillages perpétrés par les rebelles du MNLA et, après le retrait de l'armée de Tombouctou, par des miliciens arabes. Le groupe Ansar Dine a procédé à la destruction de bars et d'hôtels se livrant là aussi à des pillages.

La ville de Gao a fait l'objet d'un "pillage systématique", mené par des combattants du MNLA mais aussi par des habitants et des prisonniers évadés, selon HRW.

Dans les hôpitaux de Gao et Tombouctou, des patients ont été "enlevés de force de leurs lits et laissés sur le sol après que les rebelles eurent volé les matelas".

HRW dit avoir reçu de nombreux témoignages sur la présence d'enfants-soldats, parfois âgés de 13 ans, dans les rangs du MNLA et à une moindre échelle au sein de la milice arabe et du groupe islamiste Ansar Dine.

La semaine dernière, le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a déclaré suivre "attentivement" la situation au Mali et devrait "décider prochainement" s'il entame un examen préliminaire dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, déstabilisé par un coup d'Etat le 22 mars qui a ouvert la voie à une offensive éclair de groupes armés qui ont pris le contrôle de la moitié nord du pays.